


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Discours de politique générale : une fuite en avant libérale

Le discours de politique générale du Premier Ministre confirme la fuite en avant libérale d'Emmanuel Macron maintenant teintée, notamment depuis le vote de la loi asile et immigration, des valeurs et mesures de l'Extrême droite.

Gabriel Attal n'a apporté aucune réponse concrète sur la préoccupation majeure des salarié-es : le niveau des salaires et des pensions largement insuffisants pour permettre à tous·tes salarié-es et retraité-es de bien vivre de leur travail.

Quand il prétend vouloir « désmicardiser la France », il a surtout en tête de mettre à bas le système d'indexation du Smic, seul niveau de salaire protégé par la loi qui prévoit son augmentation automatique avec l'inflation. Pour la CGT, il faut, au contraire, maintenir ce mécanisme d'indexation automatique et même l'étendre à tous les salaires.

Le Premier Ministre annonce, également, la nouvelle attaque contre le Code du Travail et la négociation des branches pour favoriser plus encore le dumping social et la disparition des garanties collectives. Il répond, en cela, parfaitement aux exigences du patronat qui veut avoir les mains libres dans les entreprises sur tous les sujets. Il faut arrêter les doubles discours : ce n'est pas possible de prétendre désmicardiser la France tout en préparant des réformes qui vont massivement baisser les salaires.

Ce discours de politique générale n'exprime aucune considération pour les services publics ; pas de moyens nouveaux pour répondre aux besoins de la population. Il n'a qu'une idée fixe : débureaucratiser ! C'est particulièrement le cas pour le secteur de la santé dont la situation est alarmante. La CGT réaffirme, par ailleurs, son opposition à une réforme de l'AME ; en rupture avec nos valeurs de solidarité et de droits humains.

Dans le cadre imposé par le président lors de ses discours du 16 janvier et à Davos, Gabriel Attal confirme la stigmatisation des plus précaires. Il annonce, ainsi, la suppression de l'allocation spécifique de solidarité : ce ne sont pas moins de 250 000 personnes et leurs familles qui

seront encore plus poussées vers la pauvreté (chiffres LFSS 2024 : 246 000 bénéficiaires pour 1,65 milliard d'euros, soit une moyenne de 558 euros par mois).

Pour les seniors, c'est la triple peine, après l'allongement de l'âge de départ à la retraite puis le raccourcissement de la durée d'indemnisation du chômage, la suppression de l'ASS s'attaque à la possibilité de valider leurs trimestres et va pousser nos aîné-es vers une extrême précarité.

Les mesures annoncées sur le logement ne vont qu'accentuer une crise qui touche, encore une fois, les plus précaires. Les modifications des quotas SRU par l'intégration des logements locatifs intermédiaires vont entraîner un rétrécissement de l'offre et exonérer les communes qui n'appliquent pas la loi.

Pour la CGT, tous les signaux d'alerte sont allumés. Si le Premier Ministre et son gouvernement persistent dans cette logique de division de la population et de régression des droits des travailleurs et travailleuses, toute la CGT se mobilisera.

Montreuil, le 31 janvier 2024